

Rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

O.G.E.C. SAINT VINCENT-PROVIDENCE

57-75, rue de Paris – CS 46430
35064 RENNES



SARL Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique

139, rue de Fougères
35700 RENNES

Tél. : 02 99 87 90 81 – Mél. : contact@igbb.fr

Sommaire

Rapport du commissaire aux comptes au titre de l'exercice clos le 31 août 2024	3
Comptes annuels au 31 août 2024	7
Bilan	7
Compte de résultat	9
Annexe	10
Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées	20

O.G.E.C. SAINT VINCENT-PROVIDENCE

Exercice clos le 31 août 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux membres de l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'O.G.E.C. SAINT VINCENT-PROVIDENCE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} août 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes 2.1 et 2.2 de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de date de clôture et le changement de méthode d'amortissement des subventions d'investissement.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

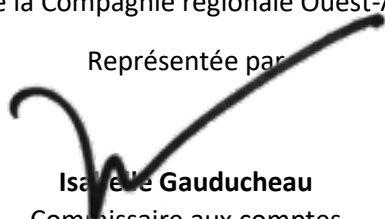
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rennes, le 17 décembre 2024
Le commissaire aux comptes

IGBB

Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique

Représentée par



Isabelle Gauducheau
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Bilan



3.1 Bilan Actif > DU 01/08/2023 AU 31/08/2024

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	101 142	- 93 016	8 126	78	3 019
Total des Immobilisations Incorporelles	101 142	- 93 016	8 126	78	3 019
Terrains					
Aménagements de terrains	8 983	- 659	8 324	8 713	
Constructions sur sol propre et leurs AAI					
Constructions sur sol d'autrui et leurs AAI	20 230 297	- 13 278 866	6 951 430	7 134 819	7 931 258
Installations, mobilier et matériel d'activité	2 162 003	- 1 684 470	477 533	424 039	442 828
Matériel de transport	7 875	- 6 784	1 091	1 237	
Mobilier, matériel de bureau et d'informatique	911 029	- 683 058	227 971	272 929	259 786
Immobilisations en cours	156 644		156 644	365 607	134 047
Autres immobilisations	280 787	- 26 651	254 136	35 797	
Total des Immobilisations Corporelles	23 757 617	- 15 680 487	8 077 129	8 243 141	8 767 920
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés					
Prêts					
Dépôts et cautionnements versés	15 245		15 245	15 245	15 245
Autres créances immobilisées					
Total des Immobilisations Financières	15 245		15 245	15 245	15 245
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	23 874 004	- 15 773 503	8 100 500	8 258 464	8 786 184
Stocks Divers					
Total des Stocks					
Fournisseurs : avances, acomptes versés	261 892		261 892	90 837	300
Familles ou élèves	101 812	- 116 772	- 14 960	- 6 539	- 68 715
Personnel et charges sociales	762		762	10 000	
Etat et autres collectivités publiques	348 358		348 358	237 135	102 641
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés	9 472		9 472	1 352	70
Comptes transitoires ou attente					
Débiteurs divers	38 605		38 605	41 671	73 202
Total des Créances et Comptes Rattachés	760 900	- 116 772	644 128	374 455	107 498
Placements	900 000		900 000	200 000	
Intérêts courus non échus					
Total des Placements	900 000		900 000	200 000	
Banques, établissements financiers et assimilés	1 713 139		1 713 139	3 286 019	4 234 947
Caisses	620		620	245	13
Régie d'avance et accreditifs					
Total des Disponibilités	1 713 759		1 713 759	3 286 264	4 234 961
Charges constatées d'avance	154 983		154 983	46 926	87 087
Total des Charges Constatées d'Avance	154 983		154 983	46 926	87 087
TOTAL ACTIF CIRCULANT ET ASSIMILE	3 529 641	- 116 772	3 412 869	3 907 644	4 429 546
Frais d'émission des emprunts					
Primes de remboursement des obligations					
TOTAL AUTRE					
TOTAL ACTIF	27 403 645	- 15 890 275	11 513 369	12 166 108	13 215 730

igbb

Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Bilan



3.2 Bilan Passif > DU 01/08/2023 AU 31/08/2024

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22
Première situation nette établie	5 684 408		5 684 408	5 684 408	5 684 408
Fonds statutaires					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Fonds de trésorerie apportés					
Libéralités ayant le caractère d'apport					
Total des Fonds Propres Sans Droit de Reprise	5 684 408		5 684 408	5 684 408	5 684 408
Valeur des biens affectés					
Valeur des biens non affectés					
Libéralités					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Total des Fonds Propres Avec Droit de Reprise					
Ecarts de réévaluation					
Total des Ecarts De Réévaluation					
Réserves statutaires					
Réserves d'investissement	309 729		309 729	309 729	309 729
Réserves de trésorerie					
Autres réserves					
Total des Réserves	309 729		309 729	309 729	309 729
Droit des Propriétaires (Commodat)					
Total des Droit des Propriétaires					
Dotations consommables					
Total des Dotations consommables					
Report à nouveau	- 1 161 223		- 1 161 223	- 988 204	- 1 143 962
Résultat de l'exercice	- 179 513		- 179 513	- 173 019	155 758
Total des Résultats et Report à Nouveau	- 1 340 736		- 1 340 736	- 1 161 223	- 988 204
Taxe d'apprentissage					
Autres subventions	3 903 642	- 2 050 831	1 852 811	1 900 152	2 055 487
Total des Subv. / Partic. d'Invest. Amortissables	3 903 642	- 2 050 831	1 852 811	1 900 152	2 055 487
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES	8 557 043	- 2 050 831	6 506 213	6 733 067	7 061 421
Fonds dédiés sur subv. de fonctionnement					
Fonds dédiés sur dons manuels affectés					
Fonds dédiés sur legs et donations affectés					
Total des Fonds Dédiés					
Provisions réglementées					
Total des Provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	155 763		155 763	124 699	201 949
Total des Provisions	155 763		155 763	124 699	201 949
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
Capital emprunté	3 668 468		3 668 468	4 051 381	4 475 374
Intérêts	6 959		6 959		6 921
Concours bancaires courants					8
Total des Emprunts et Dettes Bancaires	3 675 427		3 675 427	4 051 381	4 482 302
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 244		18 244	20 289	114 238
Fournisseurs et comptes rattachés	336 438		336 438	206 170	279 537
Familles ou élèves : avances reçues	277 167		277 167	262 239	292 107
Dettes relatives au personnel	185 541		185 541	415 191	367 122
Etat et autres collectivités publiques	48 353		48 353	45 368	53 941
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés	141 168		141 168		22 403
Autres dettes	44 389		44 389	259 299	265 190
Total des Autres Dettes	1 051 299		1 051 299	1 208 555	1 394 540
Produits constatés d'avance	124 668		124 668	48 406	75 518
Total des Produits Constatés d'Avance et Abonnement	124 668		124 668	48 406	75 518
TOTAL DETTES ET ASSIMILEES	5 007 157		5 007 157	5 433 041	6 154 309
TOTAL PASSIF	13 564 200	- 2 050 831	11 513 369	12 166 108	13 215 730

FONDS PROPRES ET ASSIMILES

DETTES ET ASSIMILEES

Résultat

2.1 Compte de Résultat Résumé > DU 01/08/2023 AU 31/08/2024

(en euros)	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Ex. 2021/22	Variation n/n-1	
Ressources privées	5 174 992	4 601 504	3 751 889	573 488	12.5%
Concours Publics	2 651 815	2 510 592	1 903 130	141 223	5.6%
Subv. de Fonctionnement Autres Activités	39 155	112 390	699 071	- 73 236	- 65.2%
Produits des Activités Annexes	92 088	72 499	725 272	19 589	27%
Cessions ou Vente de Produits	34 563	36 899	37 315	- 2 336	- 6.3%
Productions Immobilisées					
Autres Produits Divers	20 985	11 478	4 256	9 507	82.8%
Reprises Amortissements et Provisions	32 549	133 206	67 103	- 100 657	- 75.6%
Transferts de Charges	26 893	25 676	1 265	1 217	4.7%
Produits d'Exploitation	8 073 040	7 504 245	7 189 300	568 795	7.6%
Coûts de Personnel	3 459 347	3 486 747	3 543 268	- 27 400	- 0.8%
Consommations	2 642 606	2 244 225	1 559 712	398 381	17.8%
Services Extérieurs	466 921	304 677	395 030	162 243	53.3%
Autres Services Extérieurs	687 571	681 771	237 720	5 800	0.9%
Autres Impôts, Taxes et Assimilés	42 173	59 338	55 288	- 17 165	- 28.9%
Autres Charges de Gestion Courante	37 684	34 064	168 248	3 620	10.6%
Dotations aux Amort. et Provisions	1 216 405	1 205 330	1 268 295	11 076	0.9%
Charges d'Exploitation	8 552 706	8 016 151	7 227 562	536 555	6.7%
Résultat d'exploitation	- 479 666	- 511 906	- 38 262	32 240	- 6.3%
Produits Financiers	42 200	3 238	2 464	38 963	
Reprises Amortissements et Provisions					
Produits Financiers	42 200	3 238	2 464	38 963	
Dotations aux Amort. et Provisions					
Charges Financières	77 927	66 042	79 544	11 885	18%
Charges Financières	77 927	66 042	79 544	11 885	18%
Résultat Financier	- 35 727	- 62 804	- 77 080	27 078	- 43.1%
Produits Exceptionnels	357 722	437 329	302 888	- 79 607	- 18.2%
Produits Exceptionnels	357 722	437 329	302 888	- 79 607	- 18.2%
Charges Exceptionnelles	12 554	35 638	31 788	- 23 084	- 64.8%
Charges Exceptionnelles	12 554	35 638	31 788	- 23 084	- 64.8%
Résultat exceptionnel	345 168	401 691	271 100	- 56 523	- 14.1%
Autres Gestions	9 288			9 288	
Autres Gestions	9 288			9 288	
Autres Gestions	- 9 288			- 9 288	
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 179 513	- 173 019	155 758	- 6 494	3.8%

igbb

Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés



5.1 Annexe des Comptes Sociaux > DU 01/08/2023 AU 31/08/2024

1. Présentation de l'Entité

Présentation de l'entité : « l'objet social est d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale. L'entité est dotée de deux organes :

- L'Assemblée Générale (AG), organe de délibération. Elle rend compte aux adhérents et détermine les grandes orientations.
- Le Conseil d'Administration (CA), organe d'administration. Il est élu par l'AG, gère l'établissement et élit le bureau (Président, secrétaire et trésorier).

L'entité : OGEC ST VINCENT PROVIDENCE est un établissement exerçant sous tutelle diocésaine et sous contrat d'association avec l'Etat dans le cadre de la loi sur l'enseignement privé du 31 décembre 1959.

L'établissement dispense les activités suivantes :

- Maternelle
- Élémentaire
- Collège
- Lycée général
- Lycée professionnel
- Supérieur
- Restauration gestion sous-traitée

2. Règles et Méthodes Comptables

2.1 Principes Comptables et Méthodes de Base

Les comptes arrêtés au 31/08/2024 sur une durée de 13 mois, présentés en euros, ont été établis conformément aux :

- Règlement ANC n°2018-06
- Règlement ANC n°2014-03
- Dispositions du Plan Comptable des établissements d'enseignement privés de septembre 2023

2.2 Changement de Méthodes et Comparabilité des comptes

Concernant le calcul des amortissements des subventions d'investissement, nous appliquons le règlement ANC 2018-06, à compter des subventions perçus sur l'exercice 2023-2024, la durée de l'amortissement de la subvention est en cohérence avec les biens financés.

3. Notes Relatives au Compte de Fonctionnement

3.1 Masse Salariale

La masse salariale est composée des salaires des personnels de droit privé et des éventuels coûts des personnels sous-traités. L'entité n'étant pas soumise à la TVA, elle est redevable de la taxe sur les salaires.

3.2 Impôts

L'entité est soumise à l'impôt sur les Sociétés au taux réduit sur ses revenus patrimoniaux (art. 206-5 du CGI) ; Cet impôt concerne :

- Les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis
- Les revenus de capitaux mobiliers
- Les revenus d'exploitation agricole ou forestière

3.3 Activités Extra-scolaires

Les activités extra-scolaires peuvent influencer les soldes des postes consommations et produits des activités annexes. Pour connaître l'impact de ces activités, il est nécessaire de se référer au détail des comptes concernés.

3.4 Résultat Exceptionnel et Transfert de Charges

Les produits exceptionnels se sont élevés sur l'exercice à 348k€ Les postes principaux sont :

- QP amortissement subventions investissement : 286 k€
- ARIAL CNP Remb.IDR : 24,4 k€
- Contributions volontaires des familles : 13,9 k€
- Ventes tablettes : 13.7 k€

Les charges exceptionnelles se sont élevées sur l'exercice à 13k€ les postes suivants sont significatifs :

- Solde acomptes voyage : 8,9 k€
- Paiement Malakoff rappel années antérieures : 2 k€

Les transferts de charges se sont élevés sur l'exercice à 27k€.

- ASSUR 23-24 SA IMMOBILIERE : 4,4 k€
- SALAIRES M. FERREZOU 01-08/24 : 22,5 k€



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

4. Notes Relatives au Bilan

4.1 Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Au sein du règlement ANC n°2014-03, il est fait application, pour les seuls immeubles, de règles particulières relatives à l'évaluation des immobilisations

Quelque soit leur nature, les immobilisations sont valorisées au bilan selon la méthode du coût historique complet.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les durées d'amortissement retenues par type de bien sont exposées dans le tableau ci-après.

Type d'Immobilisations	Durée
Immobilisations incorporelles	2 à 3 ans
Aménagement de terrains	3 à 10 ans
Gros oeuvres	20 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations Générales Techniques	10 à 15 ans
Agencements (intérieurs et décoration)	10 à 15 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 5 ans
Matériels de bureau	3 à 5 ans
Mobiliers scolaire	5 à 10 ans

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
Frais d'établissement						
Autres immobilisations incorporelles		90 642	10 500			101 142
Total Immobilisations Incorporelles		90 642	10 500			101 142
Terrains						
Aménagement de terrains		8 983				8 983
Constructions :						
- Sur sol propre et leurs AAI						
- Sur sol d'autrui et leurs AAI		19 543 356	366 205		320 736	20 230 297
Autres immobilisations corporelles :						
- Installations tech., matériels et outillages		1 908 562	245 098		8 343	2 162 003
- Matériel de transport		7 875				7 875
- Mobilier, matériel de bureau info		899 063	11 966			911 029
Immobilisations corporelles en-cours		365 607	156 644	14 686	- 350 921	156 644
Immobilisations grevées de droit						
Autres immobilisations		38 149	220 796		21 842	280 787
Total Immobilisations Corporelles		22 771 594	1 000 708	14 686		23 757 617

Le montant des immobilisations en cours au 31/08/2024 s'élève à 157 k €



Le tableau ci-après mentionne les mouvements des amortissements et provisions sur immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles	90 564	2 452			93 016
	Total Immobilisations Incorporelles	90 564	2 452			93 016
	Terrains					
	Aménagement de terrains	270	389			659
	Constructions :					
	- Sur sol propre et leurs AAI					
	- Sur sol d'autrui et leurs AAI	12 408 537	870 329			13 278 866
	Autres immobilisations corporelles :					
	- Installations tech., matériels et outillages	1 484 523	199 947			1 684 470
	- Matériel de transport	6 637	147			6 784
	- Mobilier, matériel de bureau info	626 134	56 923			683 058
	Immobilisations corporelles en-cours					
	Immobilisations grevées de droit					
	Autres immobilisations	2 352	24 299			26 651
	Total Immobilisations Corporelles	14 528 453	1 152 035			15 680 487

4.2 Immobilisations Financières

Les tableaux ci-après mentionnent les mouvements des immobilisations financières et des amortissements/provisions de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés					
	Prêts					
	Dépôts et cautionnements	15 245				15 245
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières	15 245				15 245

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés					
	Prêts					
	Dépôts et cautionnements					
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières					

Le tableau ci-après mentionne les échéances des immobilisations financières :

(en euros)	ECHEANCES DES IMMO. FINANCIERES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
	Participations			
	Créances rattachées à des participations			
	Titres immobilisés			
	Prêts			
	Dépôts et cautionnements	15 245		15 245
	Autres créances immobilisées			
	Total Immobilisations Financières	15 245		15 245

4.3 Stock et Créances

Les stocks sont évalués en intégrant au prix d'achat les frais accessoires. Certains éléments sont classés en "charges constatées d'avance".

Les créances sont évaluées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Le tableau ci-après mentionne les dépréciations constatées sur les stocks et créances :

(en euros)	MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Sur stocks et en cours					
Sur comptes usagers		127 343	30 855	8 877	149 321
Autres créances					
Total Dépréciations sur Stocks et Créances		127 343	30 855	8 877	149 321

Le tableau ci-après mentionne les échéances des stocks et créances :

(en euros)	ECHEANCES DES CREANCES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Total des Comptes de liaison				
Total des Stocks				
Fournisseurs : avances , acomptes versés		261 892	261 892	
Familles ou élèves		101 812	101 812	
Personnel et charges sociales		762	762	
Etat et autres collectivités publiques		348 358	348 358	
Confédération , fédérations , associations et apparentés		9 472	9 472	
Comptes transitoires ou attente				
Débiteurs divers		38 605	38 605	
Régie d'avance et accreditifs				
Charges constatées d'avance		154 983	154 983	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Intérêts d'emprunt à étaler				
Total des Créances		915 883	915 883	



4.4 Placements

Le tableau ci-après mentionne les valeurs des placements financiers et les plus/moins values constatées à la clôture :

(en euros)	NATURE DES PLACEMENTS	Solde Comptable	Valeur de Marché	Plus Value latentes	Moins Value latentes
	Sicav et Fcp				
	Bons de caisse et Dépôts à terme	900 000	900 000		
	Obligations				
	Autres valeurs mobilières				
	Immobilisations financières cotées				
	Total des Placements Financiers	900 000	900 000		

4.5 Charges Constatées d'Avance

Elles regroupent des dépenses de fournitures scolaires pour la rentrée suivante, des charges d'assurance et de frais généraux.

4.6 Subventions d'Investissement

Les subventions sont enregistrées en Fonds associatifs et reprises de manière échelonnée dans le compte de résultat par le compte 777 « Quote-part de subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice ».

4.9 Suivi des droits de reprise sur subventions d'investissements

4.7 Affectation du Résultat

Le résultat de l'exercice a été affecté en report à nouveau, conformément à la délibération de l'assemblée

4.8 Taxe d'Apprentissage

La taxe d'apprentissage affectée à l'investissement est amortie par le compte de résultat en fonction de la durée de vie économique des biens par le compte de résultat par le compte 777.

(en euros)	SUIVI DES DROITS DE REPRISE	Droits de reprise antérieurs	Droits de reprise exercice	Droits de reprise restants
	Etat			
	Region	1 323 131	164 260	1 158 872
	Département	834 059	55 835	778 224
	Divers			
	Total	2 157 190	220 094	1 937 096



4.10 Fonds Associatifs

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des fonds associatifs de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES	Montant en début d'Exercice	Augmentations	Diminutions	Virements de Poste à Poste	Montant en fin d'Exercice
Valeur du patrimoine intégré		5 684 408				5 684 408
Fonds statutaires						
Subventions d'invest. non renouvelables						
Fonds de trésorerie apportés						
Libéralités ayant le caractère d'apport						
Tot Fonds Assoc. Sans Droit de Reprise		5 684 408				5 684 408
Valeur des biens affectés						
Valeur des biens non affectés						
Libéralités						
Subventions d'invest. sous condition						
Tot Fonds Assoc. Avec Droit de Reprise						
Ecart de réévaluation						
Réserves statutaires						
Réserve pour investissement		309 729				309 729
Réserve de trésorerie						
Autres réserves						
Total des Réserves		309 729				309 729
Report à nouveau		- 988 204			- 173 019	- 1 161 223
Résultat de l'exercice		- 173 019		179 513	173 019	- 179 513
Tot des résultats et reports à nouveaux		- 1 161 223		179 513		- 1 340 736
Taxe d'apprentissage affectée à l'équip						
Autres Subventions		3 664 833	238 808			3 903 642
Amort. T.A. affectée à l'équipement						
Amortissement autres subventions		- 1 764 681	- 286 150			- 2 050 831
Total des Subv. d'Invest. Amortissables		1 900 152	- 47 341			1 852 811
TOTAL GENERAL		6 733 067	- 47 341	179 513		6 506 213

4.11 Fonds Dédiés

(en euros)	FONDS DEDIES	Montant initial	Fonds à engager à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Fonds restants à engager à la clôture de l'exercice	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
Subventions de fonctionnement LT									
Subventions de fonctionnement CT									
Dons manuels affectés CT									
Legs et donations affectés CT									
TOTAL									

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Les Fonds Dédiés s'élèvent au 31/08/2024 à 0k €.

4.12 Provisions pour Risques et Charges

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été évaluée à partir d'un taux d'actualisation de 3.5% et de GVT de 1.5%. En application de la Convention Collective "EPNL IDCC 3218" version en vigueur du 11 avril 2022, elle s'élève au 31/08/2024 à 156 k €.

Le tableau ci-après mentionne les provisions constatées à la clôture :

(en euros)	MOUVEMENTS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Montant en début d'Exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'Exercice
Provisions pour risques d'emploi		124 699	31 064		155 763
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour gros entretiens					
Autres provisions pour risques et charges					
		124 699	31 064		155 763



4.13 Emprunts

Le tableau ci-après mentionne les emprunts existants à la clôture :

(en euros)	Date d'Octroi	Taux	Date de fin	Annuité	Capital Initial Emprunté	Capital Remboursé en cours d'Exercice	Capital restant à rembourser	A 1 an	De 1 à 5 ans	Au delà de 5 ans
	31/07/2021	0,25% (F)	31/08/2026	72 292	360 000	90 000	144 000	72 000	72 000	
	28/05/2020	0,89% (F)	15/11/2041	120 202	2 200 000	128 034	1 920 243	103 457	423 150	1 393 636
	01/06/2014	2,25% (F)	01/12/2024	16 710	150 000	16 312	8 288	8 288		
	12/03/2009	4,89% (F)	12/10/2041	73 448	1 300 000	39 398	948 123	40 795	178 171	729 156
	12/06/2020	0,65% (F)	15/06/2035	29 409	420 000	27 271	311 969	27 448	111 595	172 924
	01/03/2009	4,79% (F)	01/09/2025	43 621	500 000	41 484	53 444	42 611	10 832	
	31/01/2009	4,84% (F)	31/10/2030	49 798	700 000	40 412	282 398	41 658	179 890	60 849
Total				405 483	5 630 000	382 913	3 668 467	336 260	975 640	2 356 566

Liste des garanties reçues :

- L'emprunt La Banque Postale d'un montant de 2 200 000 € est garanti par Sté Immobilière St Vincent
- L'emprunt Caisse d'Epargne d'un montant de 1 300 000,00 € est garanti par SA Immobilière St Vincent
- L'emprunt La Banque Postale d'un montant de 420 000,00 € est garanti par Sté Immobilière St Vincent
- L'emprunt Caisse d'Epargne d'un montant de 700 000,00 € est garanti par SA Immobilière St Vincent
- L'emprunt Caisse d'Epargne d'un montant de 500 000,00 € est garanti par SA Immobilière St Vincent
- L'emprunt Caisse d'Epargne d'un montant de 150 000,00 € est garanti par SA Immobilière St Vincent

4.14 Autres Dettes et Produits Constatés d'Avance

Le tableau ci-après mentionne les échéances des autres dettes et produits constatés d'avance :

(en euros)	ECHEANCES DES DETTES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Comptes de Liaison entre Etablissements				
Capital emprunté		3 668 468	336 260	3 332 207
Intérêts		6 959	6 959	
Concours bancaires courants, cptes créditeurs de banque				
Total des Emprunts et Dettes Bancaires		3 675 427	343 219	3 332 207
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		18 244	18 244	
Fournisseurs et comptes rattachés		336 438	336 438	
Familles ou élèves : avances reçues		277 167	277 167	
Dettes relatives au personnel		185 541	185 541	
Etat et autres collectivités publiques		48 353	48 353	
Confédération, fédérations, associations et apparentés		141 168	141 168	
Autres dettes		44 389	44 389	
Produits constatés d'avance		124 668	124 668	
Dettes et Assimilées		1 175 967	1 175 967	



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

5. Autres Informations

5.1 Effectifs

L'effectif salarié au 31/08/2024 représente 71 ETP.

5.2 Rémunération des Dirigeants

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Chef d'Etablissement, le Président et le Trésorier.

Le Président et le Trésorier ne percevant aucune rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°01630, J.O. Sénat).

5.4 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Sur l'exercice, les honoraires du Commissaire aux Comptes s'élèvent à 18 K€.

5.3 Autres Informations Significatives

La date de fin d'exercice a été modifiée, passant du 31/07 au 31/08. Ainsi, l'exercice 2023 - 2024 a une durée de 13 mois.



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés



5.2 Quelques indicateurs RSE > DU 01/08/2023 AU 31/08/2024

6. Quelques indicateurs RSE

6.1 Indice de positionnement social

Il correspond à un résumé quantitatif d'un ensemble d'attributs socio-économiques et culturels liés à la réussite scolaire. Plus l'indice de position sociale (IPS) est élevé, plus les élèves sont en moyenne d'origine sociale favorisée. Plus il est faible, plus les élèves sont d'origine défavorisée socialement.

L'IPS de votre établissement :

- Collège : 143
- Lycée : 144

6.2 Tarification différenciée

La mise en place d'une tarification sociale consiste à proposer aux familles des tarifs différents en fonction de leurs capacités financières. Cette pratique s'est développée ces dernières années.

Le contrat de scolarisation impose-t-il ou offre-t-il la possibilité à la famille de choisir son tarif ?

non

6.3 Effectif permanent (CDI à temps plein)

Sur le dernier mois de l'exercice et à partir du 1er jour de présence sur le mois, le nombre de salariés en contrat à durée indéterminée (CDI) à temps plein est de 40.

NB: les forfaits jours réduits sont comptabilisés en temps plein.

Les CDI dont le temps de travail est inférieur à 151.67h (horaire rémunéré sur le bulletin de paie) ne sont pas décomptés dans cet indicateur.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.4 Répartition par sexe de l'effectif total

Votre effectif moyen sur l'exercice (personnel de droit privé) est composé de 29 hommes (33 %) et 59 femmes (67 %).

1 salarié = 1 effectif, quel que soit le temps de travail et le type de contrat ou convention ou mandat.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.5 Répartition par âge de l'effectif total

Les effectifs physiques par tranche d'âge se répartissent ainsi :

- Entre 20 et 29 ans : 12.5 salariés
- Entre 30 et 39 ans : 18.5 salariés
- Entre 40 et 49 ans : 18.7 salariés
- Entre 50 et 59 ans : 31.5 salariés
- Entre 60 et 69 ans : 6.6 salariés

1 personne = 1 effectif, quel que soit le temps de travail et le type de contrat ou convention ou mandat.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.6 Taux d'absentéisme

Le taux d'absentéisme est un indicateur clé permettant de mesurer le pourcentage d'absences par rapport au temps de travail prévu.

Le taux d'absentéisme moyen est de 3.2 %.

Il se calcule comme suit : (Nombre de jours calendaires d'absence / nombre de jours calendaires théoriques travaillés) x 100.

En 2023, au niveau national, tous secteurs d'activités : le taux d'absentéisme est de 6.11%.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

6.7 Contribution volontaire en nature

L'établissement n'a pas constaté de contribution volontaire en nature sur l'exercice.



O.G.E.C. SAINT VINCENT-PROVIDENCE

Exercice clos le 31 août 2024

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Conventions approuvées au cours d'exercice antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions statutaires de votre association, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de prestations administratives et comptables – S.A. Immobilière de Saint-Vincent

Personnes concernées : Monsieur François-Régis SIRJACQ, président du bureau de l'O.G.E.C. et président du conseil d'administration de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent.

Nature et objet : Une prestation administrative et comptable est assurée par l'O.G.E.C. pour le compte de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent.

Modalités : Au titre de l'exercice 2023-2024, les prestations ont été facturées à la S.A. Immobilière de Saint-Vincent pour un montant de 7 100 euros TTC.

Rémunération de caution au profit de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent

Personnes concernées : Monsieur François-Régis SIRJACQ, président du bureau de l'O.G.E.C. et président du conseil d'administration de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent.

Nature et objet : En date du 20 novembre 2013, le conseil d'administration a autorisé une convention de rémunération de caution au profit de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent. Le taux de rémunération prévu est de 0,05% avec prise d'effet au 1^{er} août 2012.

Modalités : A la clôture de l'exercice 2023-2024, la S.A. Immobilière de Saint-Vincent n'a pas été rémunérée au titre des cautions apportées à l'O.G.E.C.

Rémunération des avances de trésorerie par la S.A. Immobilière de Saint-Vincent au profit de l'O.G.E.C.

Personnes concernées : Monsieur François-Régis SIRJACQ, président du bureau de l'O.G.E.C. et président du conseil d'administration de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent.

Nature et objet : En date du 20 novembre 2013, le conseil d'administration a autorisé une convention de rémunération d'avance de trésorerie avec la S.A. Immobilière de Saint-Vincent. Le taux de rémunération prévu est le taux d'intérêt légal fiscalement déductible.

Modalités : A la clôture de l'exercice 2023-2024, les avances de trésorerie accordées à l'O.G.E.C. s'élèvent à 140 448 euros et n'ont pas été rémunérées.

Rennes, le 17 décembre 2024

Le commissaire aux comptes

IGBB

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique

Représentée par


Isabelle Gauducheau

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés